

# **GE\_GERICHTE DAS/111/2014 vom 16. Juni 2014**

GE Cour de justice, 2014-06-16, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_DAS\\_111\\_2014](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DAS_111_2014)

FR: GE\_GERICHTE DAS/111/2014 du 16 juin 2014

IT: GE\_GERICHTE DAS/111/2014 del 16 giugno 2014

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Les dispositions de la procédure devant l'autorité de protection de l'adulte sont applicables par analogie pour les mesures de protection de l'enfant (art. 314 al. 1 CC). Les décisions de l'autorité de protection de l'adulte peuvent faire l'objet d'un recours devant la Chambre de surveillance de la Cour de justice (art. 450 al. 1 CC; art. 126 al. 3 LOJ). Ont qualité pour recourir les personnes parties à la procédure, les proches de la personne concernée, ainsi que les personnes qui ont un intérêt juridique à l'annulation de la décision querellée (art. 450 al. 2 ch. 1 à 3 CC). Le recours doit être motivé et interjeté par écrit (art. 450 al. 3 CC). Le délai de recours est de trente jours à compter de la notification de la décision (art. 450b al. 1 CC). En l'espèce, le recours a été formé par une personne ayant qualité pour le faire, dans le délai de trente jours et par écrit. Il contient une motivation suffisante. Il est dès lors recevable à la forme.

### **E. 2**

Les recourants reprochent au Tribunal de protection d'avoir invité la curatrice à verser les fonds provenant à ses pupilles ensuite de la vente du chalet sur un compte bancaire ouvert au nom des mineures et soustrait à l'autorité parentale.

#### **E. 2.1**

L'autorité parentale comprend le pouvoir d'administrer les biens de l'enfant. Les titulaires sont dès lors habilités à accomplir tous les actes qui permettent la conservation (voire l'augmentation) du patrimoine du mineur. Il leur appartient de placer les fonds dont le mineur est propriétaire. Le but premier est la conservation de la substance du patrimoine; son accroissement ne doit être visé que s'il est compatible avec l'exploitation des biens qui le compose et que les placements respectent un principe de répartition raisonnable des risques (MEIER, Droit de la tutelle et actes immobiliers : questions choisies, in Revue du droit des tutelles, 2008, p. 263 ss).

#### **E. 2.2**

S'il n'y a pas d'autres façons d'empêcher que les biens de l'enfant soient mis en péril, l'autorité de protection de l'enfant en confie l'administration à un curateur (art. 325 al. 1 CC). S'il est à craindre que les revenus des biens de l'enfant ou les montants prélevés sur ses biens ne soient pas utilisés conformément à la loi,

- 5/7 -

C/27815/2013-CS l'autorité de protection de l'enfant peut également en confier l'administration à un curateur (art. 325 al. 3 CC). Dans l'hypothèse visée par l'art. 325 al.1 CC, seuls les éléments de fortune sont touchés par le retrait de l'administration; les revenus de la fortune et les montants prélevés conformément à la loi demeurent soumis à

l'administration des père et mère. Cette mesure sera appliquée lorsque le péril réside dans la diminution des biens, leur dissipation ou une restitution plus difficile au moment de l'accès à la majorité de l'enfant (MEIER/STETTLER, Droit de la filiation, 5ème édition, p. 905 et 906, n°1400). Dans une deuxième hypothèse (art. 325 al. 3 CC), la mesure peut être étendue à l'ensemble du patrimoine soumis à l'administration des détenteurs de l'autorité parentale. Tel sera le cas lorsque l'autorité de protection constate que les revenus des biens et les prélèvements effectués sur ces derniers ne sont pas affectés à la destination prévue par la loi ou lorsqu'il existe des craintes à ce sujet. Dans ce cas, étant donné que tant l'administration des revenus que celle de la fortune sont soustraites aux père et mère, il est soutenu en doctrine qu'il ne s'agit plus d'une mesure de curatelle protégeant les biens de l'enfant, mais d'une mesure de retrait de l'autorité parentale limitée aux aspects relatifs à l'administration des biens de l'enfant (MEIER/STETTLER, op. cit, p. 906, n. 1401).

### **E. 2.3**

En l'espèce, les recourants ont sollicité le Tribunal de protection de nommer un curateur à leurs filles aux fins d'autoriser la vente d'un chalet, copropriété des mineurs et de leur mère. La vente a été autorisée et ce point n'est pas litigieux. La curatrice désignée a toutefois sollicité de pouvoir verser les fonds résultant de la vente sur un compte ouvert au nom des mineures et soustrait à l'autorité parentale. Le Tribunal de protection a fait suite à cette requête, sans que les recourants puissent véritablement se déterminer à cet égard en première instance. Les recourants s'opposent à cette mesure. Ils font valoir qu'aucun fait allégué ne permet de conclure que les biens de E\_\_\_\_\_ et F\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ seraient mis en péril par l'administration de leurs parents ou que la famille connaîtrait des difficultés relationnelles ou financières. C\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ a par ailleurs allégué avoir donné sa part de copropriété sur le chalet à ses filles à titre d'avancement d'hoirie. La curatrice estime que, compte tenu de la nature de l'acte, il convenait de lui laisser le pouvoir non seulement de vérifier que ladite vente respectait les intérêts des mineures, mais aussi de s'assurer que les fonds leur reviendraient effectivement. Elle n'invoque toutefois aucune circonstance qui laisserait supposer que les biens des mineures soient mis en péril par l'administration de leurs parents. Dans l'ordonnance querellée, le Tribunal de protection n'a pas non plus retenu des

- 6/7 -

C/27815/2013-CS faits permettant de penser que les recourants pourraient, par l'administration du produit de la vente du chalet, mettre en péril les biens de leurs filles. Ainsi, les éléments du dossier ne permettent pas de retenir l'existence de telles circonstances. Il en résulte que la mesure visant à soustraire à l'autorité parentale les fonds revenant aux mineures à la suite de la vente du chalet n'est pas fondée. Les conditions prévues par l'art. 325 CC ne sont pas réalisées. Le recours est donc fondé et les chiffres 2 et 3 de l'ordonnance querellée seront annulés.

### **E. 3**

Le recours est en revanche infondé en tant qu'il porte sur le chiffre 5 du dispositif. C'est en effet à juste titre que l'émolument de décision de 500 fr. a été mis à la charge des mineures E\_\_\_\_\_ et F\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ ou de leurs représentants légaux (art. 52 al. 1 LaCC et 56 RTFMC).

### **E. 4**

Les frais du recours, arrêtés à 300 fr., seront laissés à la charge de l'Etat. L'avance du même montant effectuée par les recourants leur sera restituée. \* \* \* \* \*

- 7/7 -

C/27815/2013-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté par A\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ et C\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ contre l'ordonnance DTAE/761/2014 rendue par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant le 13 février 2014 dans la cause C/27815/2013-8. Au fond : Admet partiellement le recours et annule les chiffres 2 et 3 de l'ordonnance querellée. Confirme pour le surplus l'ordonnance querellée. Sur les frais : Arrête les frais du recours à 300 fr., les met à la charge de l'Etat de Genève et dit qu'ils sont entièrement compensés par l'avance effectuée par A\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ et C\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ du même montant. Ordonne aux Services financiers du Pouvoir judiciaire de rembourser à A\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ et C\_\_\_\_\_ B\_\_\_\_\_ la somme de 300 fr. Siégeant : Monsieur Cédric-Laurent MICHEL, président; Monsieur Jean-Marc STRUBIN et Madame Paola CAMPOMAGNANI, juges; Madame Carmen FRAGA, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral - 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.